

Paris, le 19 avril 2019

Le ministre s'offre une opération de communication et n'éteint pas l'incendie dans les lycées professionnels

Pour J.-M. Blanquer, toutes les occasions sont bonnes pour « récupérer » l'actualité, même la plus triste comme celle de Notre-Dame de Paris. L'incendie à peine maîtrisé, le ministre se présente comme un acteur essentiel de sa reconstruction en annonçant solennellement mobiliser le « monde » de l'enseignement professionnel.

Mais ce qu'il ne dit pas, c'est qu'il est surtout un acteur majeur de la destruction de la voie professionnelle publique. En 2009, il a participé activement à spolier 1 an de formation aux lycéen·nes professionnel·les, les empêchant ainsi d'acquérir des connaissances solides pour aborder leurs métiers avec le professionnalisme nécessaire. Il fait partie des promoteurs actifs de l'apprentissage qui laisse des dizaines milliers de jeunes mineur·es sur le carreau et qui limite les poursuites d'études. Depuis qu'il exerce des hautes fonctions au ministère, il n'a ouvert aucune section qui forment « aux savoirs ancestraux », préférant celles qui répondent aux besoins immédiats des entreprises ou d'autres moins coûteuses, en tertiaire notamment. L'action du ministre a été et continue d'être une opération de destruction de la formation professionnelle initiale.

La réforme qu'il a entamée va encore aggraver la situation. Les secondes « familles de métiers » qu'il veut imposer retarderont d'un an l'apprentissage des gestes professionnels et des savoirs techniques pour les jeunes. La réduction drastique des heures et les nouveaux programmes ne permettront plus aux jeunes de maîtriser les savoirs essentiels à leurs métiers.

Ces effets délétères seront bien réels aussi pour les métiers d'arts dont il ne tarit pas d'éloges depuis quelques jours. Pour tailler des pierres, réaliser des charpentes, restaurer des sculptures etc., l'enseignement de l'Histoire, de l'Histoire des arts ou de la géométrie offrent aux jeunes des éléments de connaissances essentiels à leurs futurs métiers. Le ministre diminue pourtant ces enseignements.

Quand le ministre évoque le « monde » de l'enseignement professionnel et les « formations aux savoirs ancestraux » il se moque ouvertement des personnels et des 700 000 jeunes des lycées professionnels. Au lieu d'assumer ses missions et ses responsabilités envers le service public d'éducation, il choisit de faire la promotion du compagnonnage en transposant un de leur « instrument pédagogique » dans le service public. Le fameux chef-d'œuvre est en réalité un dispositif inadapté aux lycées professionnels et qui ne vient pas compenser la perte de savoirs professionnels, techniques et généraux.

Cette posture de promoteur de la formation professionnelle ne leurre pas les personnels ni les jeunes ni leurs familles. En réalité, l'action éducative de J.-M. Blanquer a pour conséquence d'empêcher les jeunes de la voie professionnelles d'acquérir des connaissances et savoir-faire solides pour aborder leurs métiers avec le professionnalisme nécessaire.

La réforme en cours de la voie professionnelle sera catastrophique pour tous les métiers, y compris les métiers d'arts. Les jeunes ont besoin de formations initiales complètes et équilibrées pour répondre à tous les enjeux de notre société. C'est pour ces raisons que le SNUEP-FSU demande le retrait de la réforme Blanquer du lycée professionnel et l'ouverture de véritables négociations pour améliorer les conditions de travail des personnels et les conditions d'études des jeunes.

Le SNUEP-FSU appelle les professeur·es de lycée professionnel à se mobiliser massivement les 9 et 18 mai pour défendre leur métier et sauver les lycées professionnels.